economiesuisse
DOSSIER POLITIQUE

01 / 2017

Avenir numérique: la Suisse a tous les atouts pour réussir

26.01.2017

L'essentiel en bref

Le progrès technologique s'accompagne d'une mutation économique et sociale perçue comme majeure. Cette mutation recèle d'importantes opportunités, que la Suisse peut mettre à profit si elle reste fidèle aux facteurs qui ont fait sa réussite jusqu'à maintenant. Comme lors de toute transformation, la politique cherche son rôle. En témoignent les nombreuses interventions qui visent à piloter la mutation numérique. Cet activisme doit être examiné d'un œil critique car dans le contexte du progrès technologique, une réglementation hâtive ou des mesures de politique industrielle menacent le succès du modèle suisse. Bon nombre de propositions politiques vont en effet à l'encontre des intérêts de l'économie et de la société. Soit parce qu'elles visent uniquement à maintenir un statu quo et sont donc protectionnistes, anticoncurrentielles et freinent l'innovation, soit parce qu'elles visent des développements en cours, à la direction incertaine, et bloquent ainsi des options pour d'autres scénarios.

L'un des atouts de notre pays réside dans sa capacité à s'adapter avec succès aux changements. Si nous voulons que la Suisse reste compétitive, nous devons maintenir nos facteurs de succès également dans le cadre d'un futur numérique et, pour cela, examiner d'un œil critique les approches réglementaires, sans précipitation ni agitation. La flexibilité et l'adaptabilité sont et restent le pivot de notre réussite. Le système éducatif suisse notamment doit tenir compte des changements que cela entraînera pour les employées et promouvoir la capacité d'adaptation.

Position d'economiesuisse

- Le développement numérique est une chance pour la Suisse. Elle est l'un des pays les plus susceptibles de rester parmi les plus innovants et les plus prospères, du fait de son excellente compétitivité et de sa large intégration internationale.
- Dans un monde dominé par les données, des infrastructures d'information et de communication performantes, sûres et disponibles sur tout le territoire sont

fondamentales pour permettre les transformations. Il s'agit d'un facteur décisif pour favoriser une mutation numérique de l'économie et de la société.

- Les facteurs auxquels la Suisse doit son succès actuel demeurent valables pour demain. Esprit d'ouverture, liberté d'entreprendre, stabilité politique et juridique, marché de l'emploi flexible et système éducatif solide restent des gages de réussite décisifs, également à l'ère numérique.
- Une prudence particulière s'impose avant de réglementer dans un environnement très dynamique. Le risque que les interventions réglementaires se révèlent néfastes est élevé. La précipitation et l'agitation ne sont ici pas la bonne recette.
- Le progrès technologique nécessite une vision globale, qui s'étende à toutes les branches économiques. Établir une réglementation ou l'adapter ne doit être ni motivé ni entravé par des intérêts particuliers ou des structures que l'on pense devoir maintenir.

La mutation numérique de l'économie et de la société

Avec le progrès technologique rapide, de nouveaux prestataires entrent en lice, défiant les acteurs établis.

Opportunités et insécurité pour les entreprises et les citoyens

La numérisation de l'économie et de la société est sur toutes les lèvres. Le progrès technologique rapide modifie le comportement des entreprises, des consommateurs et des employés. Les modèles d'affaires, les produits et les services ainsi que les profils professionnels changent.

Si ces mutations ouvrent de nombreuses nouvelles possibilités, elles provoquent aussi – dans les entreprises comme chez les citoyens – de l'insécurité quant à leur compétitivité et leurs perspectives sur le marché de l'emploi. En même temps, le progrès technologique ouvre des horizons réjouissants pour les consommateurs que nous sommes, sous forme de nouvelles offres plus avantageuses, transparentes et pratiques. De nombreuses entreprises et nations veulent être aux avant-postes de ce monde numérique en pleine mutation, mais l'arrivée de nouveaux challengers concurrence aussi les acteurs établis.

De toute évidence, le progrès technologique s'accompagne d'une mutation structurelle économique et sociale qui soulève des défis et suscite des interrogations. Il n'est pas étonnant dans ce contexte que certains acteurs politiques cherchent à orienter la mutation numérique par des réglementations, tandis que d'autres profitent de l'incertitude ambiante pour réactiver de vieilles exigences, en espérant enfin rallier une majorité.

Dans ce contexte, la tentation existe d'édicter de nouvelles règles étatiques. Pourtant, c'est exactement l'inverse qui nous mènera au succès, à savoir davantage de liberté pour les entreprises.

La Suisse doit miser sur ses atouts

Une prudence particulière s'impose par rapport aux réglementations dans cet environnement très dynamique. La Suisse fait partie des pays les plus compétitifs au monde. Les facteurs de succès qui lui ont permis d'atteindre cette position ne doivent pas être compromis par des interventions réglementaires précipitées. Il s'agit au contraire d'exploiter au mieux les chances de la numérisation et, pour cela, la solution ne réside pas dans la réglementation, mais dans une liberté entrepreneuriale aussi large que possible. Les nouvelles idées commerciales, les nouveaux produits et services et l'utilisation optimale des opportunités numériques naissent dans les entreprises et non sur la scène politique. Pour sortir gagnants de la numérisation, notre pays doit se développer en misant sur ses atouts et instaurer de bonnes conditions-cadre pour que les entreprises puissent mettre à profit les chances qui s'offrent à elles.

En d'autres termes, la maxime «Hâte-toi lentement» garde toute sa validité en matière de réglementation, pour rester aux avant-postes de l'ère numérique.

Dans le passé, l'économie et la société ont déjà subi de gros bouleversements: machine à vapeur, ligne de production, automatisation.

Transformation numérique: qu'est-ce qui change?

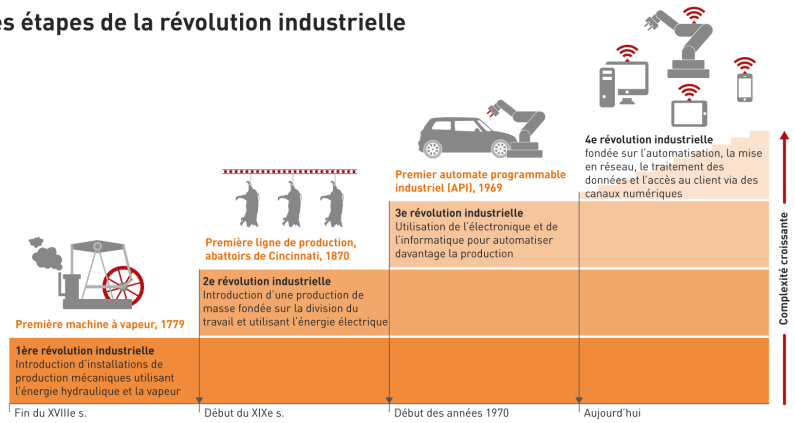
Le développement numérique est souvent présenté comme une transformation technologique radicale et une nouvelle étape dans la révolution industrielle. Elle prend sa place dans la lignée de l'invention de la machine à vapeur au XIX^{e} siècle (première révolution industrielle), de l'introduction – grâce à l'électricité – de lignes de production fondées sur la division du travail au début du XX^{e} siècle (deuxième

révolution industrielle) et de l'automatisation de la production au moyen des ordinateurs dans les années 1970 (troisième révolution industrielle).

Les étapes de la révolution industrielle

→ **La numérisation se voit qualifier de quatrième révolution industrielle, à la différence près que le changement se passe aujourd'hui de manière bien plus fluide que lors de la première ou la deuxième.**

Les étapes de la révolution industrielle



Source: fondé sur des informations du Centre allemand de recherche sur l'intelligence artificielle
www.economiesuisse.ch

→ **Quatre transformations marquent la mutation numérique: l'automatisation, la mise en réseau, le traitement des données et de toutes nouvelles manières d'accéder aux clients.**

Éléments clés de la transformation numérique

Globale, la mutation numérique touche tous les domaines et tous les individus. Il est donc difficile de délimiter le phénomène et de le définir clairement. Est-il justifié de parler de quatrième révolution industrielle? Quelles transformations marquent la mutation numérique? (Sur le modèle de BDI/Roland Berger)

- **Automatisation**: Les robots et les véhicules à conduite autonome sont les exemples les plus marquants de l'automatisation de divers processus. La combinaison habile de technologies classiques et de l'intelligence artificielle engendre des machines et systèmes travaillant de manière autonome, produisant des gains d'efficacité par une productivité plus élevée et des coûts plus faibles.

- **Mise en réseau**: Grâce à l'utilisation de puissants ordinateurs et d'infrastructures en réseau, l'évolution numérique permet de créer – au-delà de l'entreprise – une interconnexion numérique des processus de production. Tous les domaines de l'activité économique peuvent être reliés entre eux, en continu et en temps réel. Le monde réel et le monde virtuel s'unissent dans l'Internet des objets. Par exemple, les systèmes de logistique d'une entreprise peuvent communiquer de manière autonome avec les installations de production (smart factory) ou la machine à café déclencher la commande de café (Internet des objets).

- **Traitement des données**: La mise en réseau de produits, de processus, de machines et d'individus génère des données. Celles-ci sont un des fondements du succès de l'activité entrepreneuriale. Les données sont utilisées pour optimiser les modèles d'affaires existants (big data/smart data). Elles sont aussi fondamentales pour détecter des potentiels de création de valeur encore inexploités. De nouveaux acteurs arrivent sur le marché comme outsiders, défiant les processus de création de valeur existants avec de nouveaux modèles d'affaires basés sur les données.

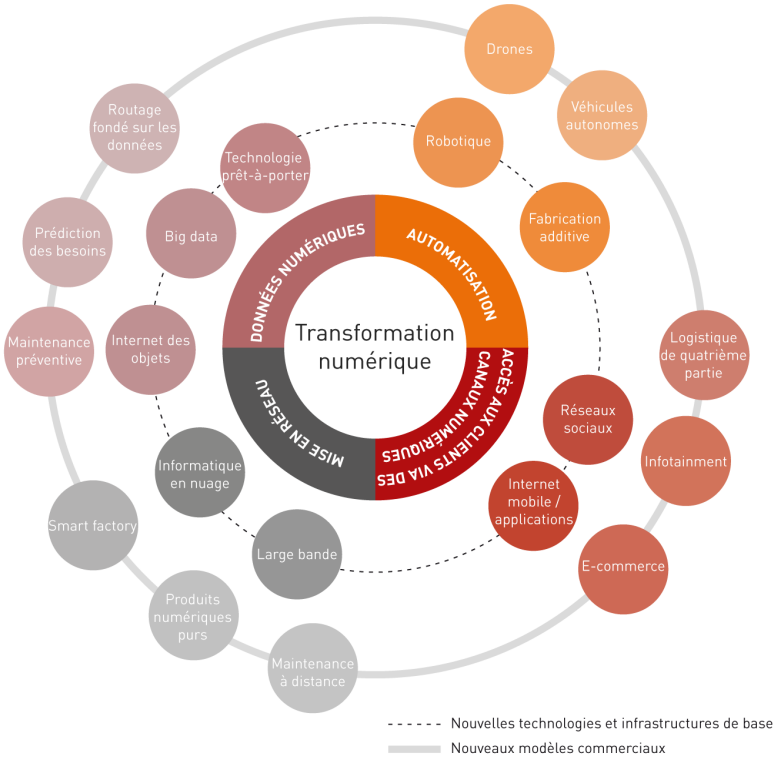
Cette évolution a commencé par de simples systèmes de recommandation basés sur les données (les clients qui ont acheté ce produit ont aussi acheté…). Par le couplage et l'analyse de données, il est aussi possible d'établir des pronostics précis et de planifier, à titre prévisionnel, les réparations de machines ou le remplacement de pièces détachées (maintenance prédictive).

- **Accès aux clients**: Le recours à des possibilités de communication modernes et mobiles, via des applications ou les médias sociaux par exemple, permet d'une part d'accéder directement au client, en supprimant les intermédiaires classiques et crée, d'autre part, des plateformes numériques dont le rôle est de regrouper les acteurs du marché. Divers fabricants proposent à leurs clients de commander en ligne un produit individuel (couleurs, matériaux, dimensions). Ils court-circuitent ainsi, pour une partie de leur production, le commerce de détail et entrent directement en contact avec leurs clients. Ils reçoivent aussi de ceux-ci des retours directs sur les produits, ce qui leur permet de les améliorer.

Moteurs de la numérisation

→ Pour l'essentiel, la numérisation agit à travers quatre leviers, qui reposent sur de nouvelles technologies, des infrastructures ainsi que sur de nouveaux modèles d'affaires.

Les moteurs de la numérisation



Source: Roland Berger et BDI, 2015
www.economiesuisse.ch

→ Les possibilités techniques permettent aujourd'hui d'améliorer sans cesse les produits, mais aussi de transposer des modèles d'affaires à l'échelle mondiale, vite et à moindre coût.

Des transformations évolutives et révolutionnaires

Ces transformations montrent que le progrès technologique est évolution et révolution en même temps. D'une part, il contribue à renforcer l'efficacité par

l'automatisation des processus, pour une amélioration continue des produits et services (évolution), d'autre part les possibilités infiniment plus nombreuses dans le traitement des données numérique ouvrent la voie à de tout nouveaux modèles d'affaires qui se caractérisent souvent par des réseaux de création de valeur dynamiques. Parmi les exemples connus, citons les imprimantes 3D et les plateformes communautaires comme Airbnb pour les logements ou Uber pour les taxis. Moteur important de ces évolutions, les faibles coûts de communication et de transaction permettent de transposer un nouveau modèle d'affaires à plus vaste échelle, vite et surtout au-delà des frontières.

La transition entre évolution et révolution peut alors être floue, comme le montre l'exemple du smartphone. Il y a dix ans, Apple présentait l'iPhone, une version de smartphone perfectionné. À partir des interactions entre le produit, les produits concurrents et l'environnement (applications, haut débit sans fil, systèmes de paiement mobiles) s'est développé un tout nouvel écosystème économique, devenu un puissant moteur de croissance

→ **Souvent, les nouveaux modèles d'affaires se concrétisent seulement lorsque les valeurs sociales évoluent. Toutes ces avancées rapides ne changent pourtant pas les règles du jeu fondamentales.**

L'évolution technologique va de pair avec une évolution des valeurs dans la société

De nombreux nouveaux modèles d'affaires, dans l'économie du partage par exemple, n'ont trouvé de terrain fertile qu'au moment où les valeurs sociales ont évolué de concert avec le progrès technique (traitement des données, infrastructures numériques). Airbnb est un excellent exemple – pensez-vous que nos grands-parents auraient pu s'imaginer confier leur logement à des personnes qui leur sont totalement étrangères? Le changement des valeurs et l'évolution sont étroitement liés. Aucune transformation technologique ne peut s'imposer sans acceptation, qui est elle-même influencée par la transformation.

D'une manière générale, nous pouvons partir du principe que les changements initiés par l'évolution technologique resteront substantiels. Mais les règles du jeu fondamentales dans le domaine économique, politique et social ne changeront pas pour autant.

→ **Il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Par le passé, la Suisse a maintes fois prouvé qu'elle pouvait s'adapter à des changements structurels.**

Changement structurel par le progrès technologique

Par la force des choses, le progrès technologique s'accompagne d'un changement économique – aujourd'hui comme hier. Tout comme les structures économiques ont fortement changé par le passé, les secteurs économiques et les branches subiront encore de profondes mutations à l'avenir. La question n'est pas de savoir si la transformation économique est bonne ou mauvaise: elle aura lieu, que nous le voulions ou non. L'histoire montre clairement qu'il est impossible d'arrêter le progrès. Les pays qui ont tenté, par des mesures protectionnistes, de protéger leurs industries bien établies ou des modèles d'affaires désuets, ont tous échoué sur le long terme. L'ajustement structurel, simplement retardé, n'en est alors que plus radical.

Dans le passé déjà, l'économie suisse a été confrontée à l'incessant changement structurel. L'un des atouts de notre pays a été de pouvoir toujours s'adapter avec succès. Aux alentours de 1900, par exemple, l'agriculture employait encore près d'un

tiers des travailleurs. Aujourd'hui, ils sont moins de 4% et pourtant la Suisse reste proche du plein emploi.

Les fondements actuels du succès de la Suisse

Le succès de la Suisse, pauvre en matières premières, repose sur l'esprit d'ouverture et la force d'innovation. Ainsi, nous figurons régulièrement aux premières places des classements internationaux.

La Suisse fait partie des économies les plus compétitives au monde

La Suisse est non seulement parvenue à s'adapter aux changements structurels, mais est l'une des économies les plus compétitives de la planète. Dans notre petit pays très ouvert sur le monde, les entreprises exposées à la mondialisation savent comment s'imposer sur les marchés internationaux. Au niveau national, elles bénéficient de conditions-cadre concurrentielles et favorables à l'innovation, un atout compétitif qu'elles mettent à profit. En tant que pays pauvre en matières premières et au marché local étroit, la Suisse dépend des échanges intenses avec le reste du monde. Cette voie est la seule viable pour garantir croissance et prospérité.

Diverses comparaisons internationales confirment la validité de la politique économique que la Suisse pratique depuis longtemps. L'étude en matière de compétitivité la plus citée émane du Forum économique mondial (WEF). Depuis des années, la Suisse occupe la première place de son Global Competitiveness Index. D'autres classements relatifs à la compétitivité et à l'innovation aboutissent aux mêmes résultats. Ainsi, depuis quatre ans, l'étude du renommé International Institute for Management Development (IMD) à Lausanne place la Suisse parmi les quatre économies les plus compétitives au monde.

Toute politique économique axée sur le long terme doit se fonder sur les facteurs de succès de la Suisse.

Neuf facteurs de succès de l'économie suisse

Dans ce contexte, il est évidemment intéressant de savoir ce qui fait la force de la Suisse et de son économie. Les différents classements s'appuient sur de nombreux indicateurs comme la stabilité macroéconomique, les infrastructures, le système éducatif, le système de santé, le marché de l'emploi ou l'innovation. Comment la Suisse se positionne-t-elle pour y engranger des points? Et surtout, comment la Suisse doit-elle agir pour continuer à marquer des points?

Le succès de l'économie suisse dans le contexte de la concurrence mondiale repose sur plusieurs piliers, qui forment les bases d'une politique économique axée sur le long terme. Sur de nombreux points, la Suisse a manifestement fait de bons choix par le passé. Il y a en particulier neuf facteurs fondamentaux qui ont fait de la Suisse l'un des pays les plus compétitifs au monde.

Nos atouts: la stabilité macroéconomique, une économie de marché performante, la liberté d'entreprendre, un accès direct aux marchés mondiaux, un système éducatif et de recherche de pointe, des politiques financière et fiscale compétitives, des infrastructures performantes, des marchés de l'emploi libres et ouverts, un approvisionnement en énergie sûr et compétitif et une protection efficace de l'environnement.

Ce qui fait la réussite de la Suisse

- La stabilité macroéconomique: Le succès économique se construit dans un cadre favorisant les investissements à long terme. La sécurité juridique, la stabilité sociale et politique ainsi qu'une politique monétaire indépendante sont essentielles pour le succès économique durable d'un pays – à plus forte raison dans une économie numérique.

- Une économie de marché performante: Les bonnes idées peuvent s'affirmer en Suisse, l'offre de biens et de services est vaste. L'État a la tâche importante de promouvoir la concurrence, aussi au-delà des frontières. Pour une place économique prospère et compétitive à l'échelle internationale, le cloisonnement et le

protectionnisme ne sont pas de mise.

- La liberté d'entreprendre: Des entreprises prospères sont le fondement même du succès économique de la Suisse. Pour s'épanouir, elles ont besoin d'un maximum de liberté. Un cadre étatique n'est nécessaire que dans les domaines où il y a une défaillance du marché.

- Un accès direct aux marchés mondiaux: Axée sur les exportations, la Suisse a besoin d'un excellent accès aux marchés étrangers. Les accords de libre-échange et bilatéraux fixent le meilleur cadre possible à cet égard, fondamental pour la croissance dans l'univers numérique.

- Un système éducatif et une recherche de pointe: L'excellence de la formation et de la recherche est une des clés du progrès. Pour la Suisse, l'innovation est la plus précieuse des matières premières. Il faut donc entretenir et développer de manière conséquente le système de formation dual. Cela vaut également pour la coopération fructueuse entre les institutions de recherche publiques et l'économie privée.

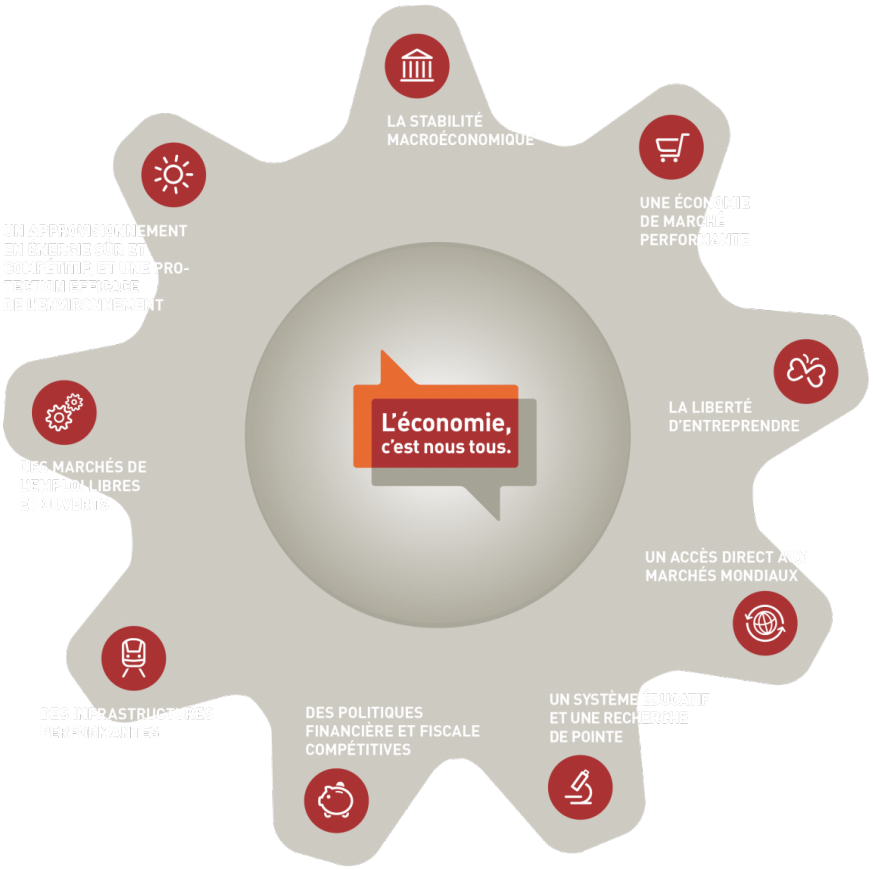
- Des politiques financière et fiscale compétitives: Des finances publiques saines renforcent la confiance à l'égard d'une place économique. La Suisse a souvent fait les bons choix, notamment avec sa politique fiscale misant sur la concurrence. - Des infrastructures performantes: Ensemble, l'État et l'économie doivent offrir des infrastructures performantes, qui s'autofinancent de préférence. Pour développer les capacités, il convient de tenir compte des besoins des entreprises et de la population.

- Des marchés de l'emploi libres et ouverts: Un marché de l'emploi ouvert et flexible est vital pour la prospérité de la Suisse. Pour qu'il fonctionne, les entreprises doivent pouvoir disposer de main-d'œuvre qualifiée et d'un partenariat social équitable.

- Un approvisionnement en énergie sûr et compétitif, et une protection efficace de l'environnement: Un approvisionnement en énergie sûr et abordable ainsi qu'un environnement préservé sont indispensables. Les ressources naturelles doivent être exploitées avec discernement.

Les facteurs de succès de la Suisse

→ Ces différents facteurs font que la Suisse est devenue l'un des pays les plus compétitifs au monde.



Source: economiesuisse

Pourquoi ces facteurs de succès sont-ils aussi valables à l'avenir?

→ **Les changements rapides font monter les acteurs politiques au créneau.**

Les milieux politiques tentés par le pilotage de la mutation numérique

Les transformations mentionnées aboutiront sans nul doute à des changements, mais il en a toujours été ainsi: le progrès et les adaptations vont de pair. Les facteurs de succès fondamentaux par le passé restent d'actualité, et pour longtemps. Ils permettront de bâtir les succès de demain.

→ **Bon nombre des interventions et demandes déposées relèvent de l'interventionnisme et visent surtout à renforcer la réglementation.**

Nombreuses interventions parlementaires en suspens

Lorsque tout bouge, comme c'est le cas avec le tournant numérique, la tentation politique existe de chercher à piloter les transformations en cours. Avec la Stratégie «Suisse numérique», la Confédération fixe des lignes directrices pour les actions de l'État en matière numérique. Alors que cette stratégie se base largement sur le principe du libre développement de l'économie, de nombreuses interventions parlementaires relatives à la numérisation s'inscrivent dans une vision plus interventionniste. Cette tendance se manifeste aussi dans l'Union européenne, ou, en comparaison avec d'autres régions, de nombreuses velléités de réglementation de l'économie numérique se manifestent.

Les évolutions en cours suivent un schéma finalement assez classique. Un durcissement constant de la réglementation tente de répondre à une évolution des conditions-cadre. En Suisse aussi, il y a une tendance à davantage d'interventions dans le marché. L'appel à plus d'État doit cependant être examiné de près car de telles actions ont souvent des effets secondaires négatifs et tendent à manquer leur objectif.

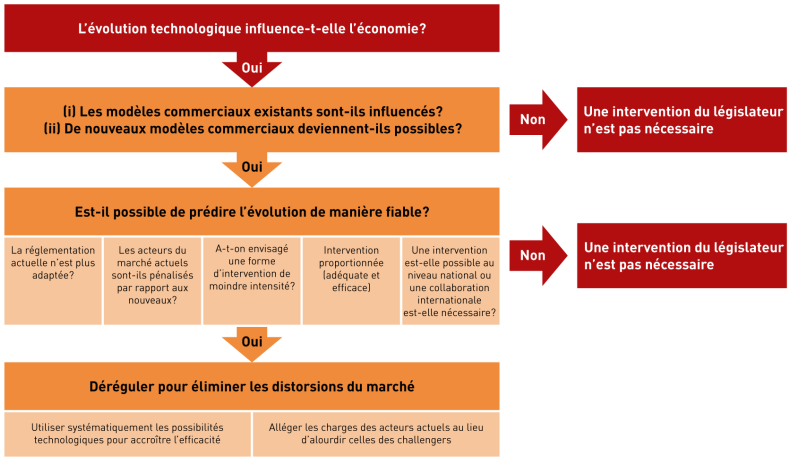
→ **Dans le monde numérique aussi, les interventions de l'État sont justifiées à condition qu'il soit possible d'atteindre l'objectif avec des moyens proportionnés.**

Les interventions de l'État doivent être proportionnées

Les interventions de l'État dans l'économie sont seulement justifiées si l'objectif peut être atteint avec des mesures proportionnées. Ce principe était déjà important dans l'économie «analogique» et l'est, à plus forte raison, dans l'économie numérique. Dans de nombreux cas, il s'avère qu'une intervention étatique est impossible, qu'elle ne permet pas d'atteindre l'objectif visé ou qu'elle ne peut être concrétisée qu'avec des mesures actions massives et disproportionnées. La figure ci-après propose un cadre de référence pour analyser la nécessité d'une intervention.

Faut-il une réglementation étatique?
→ **Décider qu'aucune intervention étatique n'est nécessaire est souvent la bonne option.**

Une réglementation étatique est-elle nécessaire?



Source: economiesuisse
www.economiesuisse.ch

→ **On n'aide pas une branche en la cloisonnant et en l'empêchant de se confronter aux innovations internationales et à la concurrence.**

Une réglementation hâtive menacerait des facteurs de succès

En s'intéressant à certains débats politiques de ces derniers mois sur des évolutions technologiques, il apparaît qu'un grand nombre des mesures réclamées ne sont pas dans l'intérêt de l'économie et de la société. Elles visent à maintenir ce qui existe et sont donc protectionnistes; elles entravent la concurrence et freinent l'innovation. On n'aide pas une branche en la cloisonnant et en l'empêchant de se confronter régulièrement aux innovations internationales et à la concurrence.

Des jalons importants sont en train d'être posés aujourd'hui. Si les milieux politiques se focalisent sur le court terme, ils risquent d'intervenir massivement sur la concurrence, ce qui menacerait le modèle qui a fait le succès de la Suisse. Plusieurs exemples actuels le montrent.

Activisme politique contre-productif: deux exemples actuels

Terravis

L'Office fédéral chargé du droit du registre foncier et du droit foncier (OFRF) a voulu, il y a des années, numériser la tenue des registres fonciers cantonaux. Le projet a échoué, le secteur privé est venu à la rescousse et a pu régler la question: treize cantons utilisent d'ores et déjà le système développé et exploité par la société SIX, l'exploitant de la Bourse suisse.

Il fonctionne très bien. À l'encontre de toute logique, le Conseil national souhaite abandonner ce système. Ignorant les difficultés que la Confédération a connues avec des projets informatiques par le passé, celle-ci serait chargée de créer son propre système pour la tenue d'un registre foncier électronique. Pourquoi? Parce que la tenue d'un registre foncier serait une tâche souveraine qui relève de l'État et non du secteur privé. L'argument de la tradition mène toutefois dans une

impasse. Une tâche que le secteur privé est mieux à même d'accomplir, en raison des évolutions technologiques, ne doit pas être réservée à l'État. Ce n'est pas parce que l'État a été le prestataire adéquat pour fournir un service que c'est toujours le cas aujourd'hui et à plus forte raison demain. Toutes les compétences doivent être réexaminées en permanence et, au besoin, remises en question – surtout à l'heure où la numérisation avance à grands pas.

Blocages de réseau

L'économie suisse a besoin d'un Internet ouvert, sûr et stable pour pouvoir proposer des services et des offres fondés sur le web ou pour permettre aux entreprises de conduire efficacement leurs processus internes. Fortement interconnectée à l'échelle internationale, la Suisse bénéficie du fait que les entreprises puissent servir leurs clients dans le monde entier via Internet et que les firmes helvétiques mènent des activités à l'étranger – également depuis la Suisse.

Dans ce contexte, les blocages de contenu sur Internet et les blocages de réseau sont particulièrement problématiques pour l'économie suisse: ils entravent des fonctions importantes d'Internet et affaiblissent la place économique. Sans compter qu'ils ne permettent pas d'atteindre l'objectif poursuivi par les milieux politiques, en l'occurrence interdire l'accès depuis la Suisse à un prestataire situé à l'étranger (accès aux jeux en ligne à l'étranger, par exemple). Sur Internet, il n'existe pas de bureau central qui bloque des contenus. Une des forces du réseau est justement le fait que les coupures, pannes ou blocages peuvent être aisément contournés. Cela contribue à sa stabilité et à sa fiabilité.

Les blocages de contenu sur Internet ne sont pas proportionnés, car ils ne permettent pas d'atteindre leur véritable objectif et qu'ils entravent à la fois la sûreté et le fonctionnement d'Internet ainsi que la concurrence. Le débat entourant le projet de loi sur les jeux d'argent le montre clairement. Ce projet de loi prévoit un seuil d'intervention très bas pour les blocages. Ces derniers seraient admis pour la seule protection d'une unique petite branche. Cela créerait un précédent dangereux. Toute branche qui se sentira menacée par des offres étrangères, demandera également un blocage.

Conclusion et lignes directrices

Nous devons façonner les conditions-cadre de demain en nous fondant sur les facteurs qui sous-tendent notre succès actuel.

À l'avenir aussi, des conditions-cadre favorables à l'économie se fonderont sur les neufs principaux facteurs de succès de la Suisse. Cela n'a rien d'une annonce fracassante, mais cela vaut mieux qu'un activisme politique axé sur le court terme. Sur cette base, il est possible de formuler des lignes directrices politiques pour accompagner le développement du numérique:

Une politique en matière d'innovation réussie laisse de la liberté aux entreprises, soutient un bon système de formation et favorise des marchés ouverts.

Préserver les facteurs de succès de la Suisse

La place économique suisse doit rester compétitive à l'ère de la numérisation. Pour ce faire, la capacité d'innovation doit rester élevée ou, mieux encore, s'améliorer. En particulier dans le domaine du numérique, le marché et les entreprises réagissent très rapidement à des évolutions ou à des conditions inopportunes. L'innovation est la clé du succès. Une politique propice à l'innovation laisse de la liberté aux entreprises, soutient un bon système de formation et favorise des marchés ouverts.

La Suisse doit aborder le thème de la numérisation avec optimisme.

Reconnaître les opportunités qu'offre la numérisation

Le thème de la numérisation ne doit pas être dénigré et utilisé comme prétexte pour des motifs politiques. Il y a au contraire de nombreuses raisons d'aborder la numérisation avec réalisme et optimisme. Une récente étude montre par exemple que la numérisation n'entraînera pas des suppressions d'emplois, mais plutôt une croissance de l'économie en général et donc des créations d'emplois.

La numérisation est en route – elle ne peut pas être pilotée politiquement.

Pas de pilotage politique des évolutions technologiques

La numérisation est, de facto, synonyme d'évolution et de progrès technologique. Elle se caractérise par son rythme élevé et son omniprésence: elle touche toutes les branches, sur l'ensemble de la planète. La numérisation est en route – elle ne peut pas être pilotée politiquement. Il faut renoncer à des mesures de politique industrielle paternalistes.

Nous devons accepter que les réglementations étatiques soient toujours en retard par rapport aux évolutions en cours.

Non à l'activisme étatique

L'économie a besoin de liberté pour développer des innovations. Des dynamiques positives ne doivent pas être entravées par des prescriptions étatiques rigides et hâtives. Nous devons accepter que les réglementations étatiques soient toujours en retard par rapport aux évolutions en cours dans une multitude de domaines. À l'ère de la numérisation, il convient de refuser fermement une utilisation abusive du principe de précaution.

Les intérêts particuliers et la préservation des structures ne doivent pas justifier une réglementation.

Garder une vue d'ensemble de l'économie

Il est nécessaire d'examiner les questions soulevées par la numérisation dans leur globalité, pour l'ensemble des secteurs et non d'adopter des réglementations détaillées excessives en suivant les contours traditionnels des branches. Des intérêts particuliers et la préservation des structures ne doivent pas justifier une réglementation ni faire obstacle à la suppression ou à l'adaptation de réglementations. La priorité est le succès à long terme de la place économique

suisse face à la concurrence mondiale.

→ **Les normes internationales, une approche coordonnée à l'échelle internationale et l'autorégulation gagnent en importance.**

Questionner les approches réglementaires

Par le truchement d'Internet, la mondialisation influence l'économie et la société. La croissance se génère sans forcément tenir compte des frontières. De ce fait, la dimension nationale perd de son importance et de son influence. Les normes internationales, une approche coordonnée à l'échelle globale et l'autorégulation gagnent en importance, tandis que les moyens d'influence à la disposition du législateur étatique, qui agit avant tout à l'échelle nationale, diminuent et que des systèmes d'imposition classiques perdent de leur adéquation.

→ **Au lieu de réglementer de nouveaux modèles d'affaires, il faudrait autant que possible déréglementer les modèles existants.**

Un cadre identique minimal plutôt que maximal

Le tournant numérique peut être une occasion de questionner ce qui existe et de supprimer des réglementations dépassées. Au lieu de réglementer de nouveaux modèles d'affaires, il faudrait déréglementer afin de préparer les prestataires actuels à la concurrence. L'objectif doit être d'établir un cadre minimal identique pour tous.

→ **De bonnes infrastructures sont fondamentales pour permettre les évolutions en cours.**

Des infrastructures solides, performantes et financées durablement

Des infrastructures de communication et d'information performantes, sûres et disponibles sur tout le territoire sont le fondement, mais aussi un facteur important pour la transformation numérique de l'économie et de la société.

→ **Le système de formation doit se fonder sur les exigences en constante évolution à l'égard des employés et la capacité d'adaptation des individus.**

La formation doit promouvoir la capacité d'adaptation

Le système suisse de formation est certes bon, mais il présente des faiblesses, en particulier au vu des changements technologiques qui sont en cours. Premièrement, la Suisse ne forme pas suffisamment de personnes spécialisées dans les branches MINT (mathématiques, informatique, sciences naturelles et technique). Le faible nombre de femmes dans la majorité de ces filières est particulièrement frappant. Deuxièmement, l'école peut contribuer de manière substantielle à une attitude positive des jeunes par rapport aux nouvelles évolutions. Troisièmement, une proportion considérable de jeunes n'est pas en mesure de communiquer de manière compétente dans leur langue maternelle. Dès lors que les exigences formulées à l'intention des employés augmentent d'une manière générale, il est indispensable que les individus soient en mesure de faire des formations continues. Cela est possible à condition de posséder des connaissances linguistiques suffisantes.